

France

La France vue de Belgique : le fantasme du pouvoir déchainé

Benoît Lechat

La fascination des Belges pour les élections françaises en dit autant sur la Belgique que sur la France. Au nord comme au sud de la frontière wallonne, la même nostalgie de l'emprise perdue de la politique et de l'État sur les évolutions du monde continue de régner et de faire des ravages, en l'absence de contrepouvoirs suffisamment forts.

Rarement une élection étrangère aura suscité autant d'intérêt en Belgique francophone que le scrutin présidentiel français de 2007. Entre un débat flamand qui devait déterminer le centre de gravité du gouvernement fédéral, sans que les citoyens wallons et bruxellois aient voix au chapitre, et la passion des médias francophones pour le débat français, tout s'est encore quasiment passé en cette fin de printemps 2007, comme si la démocratie belge n'existait pas

vraiment. Les tentatives presque comiques de Guy Verhofstadt et de Didier Reynders de s'afficher avec Nicolas Sarkozy pour capter un peu de son aura dans la perspective du scrutin belge, tout comme les efforts d'Elio Di Rupo de s'ériger en vote utile contre le retour de la méchante droite avec laquelle il vient de diriger la Belgique pendant huit ans, sont autant de symptômes de la déliquescence de notre espace public. Celui-ci vit encore et toujours (on n'ose

pas écrire « de plus en plus ») par procuration sous la domination du modèle français qui sert de référence à nos débats politiques. Or cette dépendance à l'égard de la démocratie française a plutôt tendance à brouiller le débat politique belge. On compare des pommes et des poires et, surtout, on méconnaît la spécificité du système politique français dont on reste encore dépendant sans avoir réellement de prise sur lui et sans être tout à fait concerné.

DU MARIGOT BELGE...

Les arguments pour expliquer cette fascination belge sont connus. En France, dit-on, les choix sont clairs : le scrutin majoritaire, l'opposition gauche-droite permettent d'identifier de manière non ambiguë les différences entre partis. Autre idée reçue : en France, l'absence de nécessité de coalition permet de mettre en œuvre des politiques cohérentes, sans dilution des contours idéologiques dans les compromis... Mais ce qui attire dans le système politique français tient aussi à sa prétendue capacité à réellement influencer sur le cours des choses. Nous lui opposons la lenteur, la lourdeur et l'opacité du « pouvoir enchainé¹ » des gouvernements belges, comme si la République française avait une capacité innée à changer la société par simple décision, là où chez nous, la moindre

volonté de changement ne peut que s'enliser dans les méandres marécageux d'une démocratie de partis et de contrepouvoirs.

... AU FLEUVE DE LA RÉPUBLIQUE

Au lendemain de l'élection française, Vincent de Coorebyter, le directeur du Crisp, a précisément identifié à ce niveau le ressort de la victoire de Nicolas Sarkozy. Il aurait gagné en faisant le pari que la loi était encore en mesure de changer la société, que l'expression de la volonté populaire incarnée par un seul homme pouvait modifier les comportements. Il s'agit bien sûr d'une vieille idée, mais c'est sur sa restauration ou à tout le moins sur le projet de sa restauration que le candidat de l'UMP aurait bâti son succès. Et le directeur du Crisp d'ajouter que l'arrivée de Sarkozy, avec les pouvoirs très étendus dont il dispose, a valeur de test pour la politique : « La France se trouve devant une situation chimiquement pure, où les conditions sont réunies pour vérifier la puissance de la volonté politique² ». Les résultats du test pourraient par conséquent remet-

tre en question la thèse, souvent entendue en Belgique, que la complexité du système belge est bien la cause fondamentale de sa difficulté à faire évoluer rapidement la société en fonction des objectifs du monde politique.

Avant le scrutin, le philosophe Marcel Gauchet avait identifié le même enjeu en des termes légèrement différents. Gauchet voyait la foi des Français dans la politique³, une foi inversement proportionnelle à l'emprise de la politique sur la réalité, comme un des thèmes dominants de la campagne. La conscience de cet hiatus expliquerait d'ailleurs autant l'intérêt du public pour la politique qu'une forme de défiance récurrente des Français à l'égard de leurs représentants. Dans un monde dominé par le paradigme libéral, les Français se raccrocheraient désespérément à l'idée que l'État et la loi, comme expressions de l'intérêt général, priment absolument les volontés particulières des individus, leurs choix et leurs contrats. Mais au fond d'eux-mêmes, ils n'y croiraient en réalité plus vraiment et ils en concevraient d'autant plus de

¹ Voir Alain Eraly, *Le pouvoir enchainé. Être ministre en Belgique*, Bruxelles, Éditions Labor, coll. « La Noria », 2002.

² *Le Soir* du 8 mai 2007.

³ Entretien accordé le 7 avril 2007 à France Inter. On peut l'écouter sur le blog de Marcel Gauchet. Voir <<http://gauchet.blogspot.com/2007/05/la-revanche-du-rel.html>>.

ressentiment à l'égard d'un personnel politique faisant semblant d'ignorer que le roi est nu...

AMBIVALENCE DU DISPOSITIF SARKOZIEN

Deux semaines après le scrutin, le même Marcel Gauchet expliquait le succès de Sarkozy par un désir ambigu d'adaptation des Français au monde tel qu'il est, mais à partir de leur identité spécifique⁴. Ce serait moins son discours de droite qui aurait permis au candidat de l'UMP d'empocher la mise qu'un « discours national » qui aurait séduit un certain nombre d'électeurs traditionnels de la gauche. Toute la mise en scène qui a suivi l'élection confirme cette interprétation. « Le 6 mai, il n'y a eu qu'une seule victoire, celle de la France qui ne veut pas mourir », a notamment lancé le nouveau président dans son discours d'entrée en fonction du mercredi 16 mai. Au centre du discours sarkozien, à travers les références croisées à des thèmes de gauche et de droite (le mouvement et l'ordre, l'efficacité et la justice, l'identité et l'ouverture), émerge le cœur du nationalisme français, cette croyance dans la mission historique d'un peuple

« qui a toujours parlé pour tous les hommes ».

Mais le plus frappant est l'ambivalence de ce discours : permettre à la France de retrouver sa place dans un monde libéralisé où l'État est en retrait par rapport à la société, tout en tablant sur la capacité de cet État à influencer sur les hommes et leurs choix. C'est bien cette tension que l'on retrouve au cœur du dispositif du nouveau président de la République, entre le discours libéral d'adaptation à la mondialisation et la référence à la spécificité française. À moins bien sûr que, plus classiquement, dans une veine franchement néoconservatrice et néolibérale, le rôle de l'État ne se borne à faire régner l'ordre par la force dans une société et une économie offertes aux forces libres du marché. On devrait être rapidement fixé. Le paradoxe final serait que Sarkozy se soit fait élire sur le fantasme du pouvoir de l'État pour mener à bien une politique violente d'illimitation du marché et des intérêts privés.

DES CONTREPOUVOIRS AFFAIBLIS PAR L'ÉTAT

Mais à court terme, l'objectif est évidemment stratégique. En donnant l'impression de sublimer la division historique de la société française entre la droite et la gauche, le président bétonne sa majorité législative et il tente d'affaiblir les résistances que ne manqueront pas de susciter ses politiques. Il est vrai que les contre-pouvoirs français semblent bien mal en point, au sortir de ce printemps électoral. Leur affaiblissement n'est d'ailleurs pas sans lien avec la persistance de la croyance dans le pouvoir de l'État sur la société. Et c'est cela que cela peut nous intéresser, nous les Belges qui avons tendance à être fascinés par le modèle français.

Faiblesse du contre-pouvoir médiatique tout d'abord. Les premières semaines de la présidence Sarkozy ont été le théâtre d'un « feu d'artifice » médiatique dans lequel le nouveau locataire de l'Élysée a donné l'impression de vivre constamment sous l'œil des caméras. Il n'a rien à cacher, il bouge tout le temps, il court, il met en scène ses relations avec sa femme (qu'il reconquiert régulièrement), il arrive à l'avance à ses rendez-vous, il adopte des positions courageuses sur tout, il surprend en recrutant Kouchner, il reçoit en grande pompe les associations écologistes et dit vouloir faire de

⁴ « Ils veulent que l'on mette la France à l'heure du monde mais en la gardant comme la France », *Le Point* du 24 mai 2007.

la lutte contre le réchauffement une grande priorité... Ce « bougisme » fait d'ailleurs furieusement penser à l'entrée en scène d'un certain Guy Verhofstadt, au début de la législature arc-en-ciel. L'image est construite avec brio. Construite et contrôlée. Dans sa chronique « Médiatiques » tenue dans *Libération*, le spécialiste des médias Daniel Schneidermann a rapporté la censure pratiquée par l'oligarque Jean-Claude Lagardère (proche de Sarkozy) auprès de la rédaction du *Journal du Dimanche*, qui voulait parler du fait que la femme du président n'a pas pris part au vote⁵. Les agences de presse y ont fait écho, mais point les deux principales chaînes de télévision (à l'inverse de France 3). La peur de déplaire au nouveau locataire de l'Élysée semble avoir primé toute autre considération journalistique. À TF1 comme à France 2, la liberté de la presse ne semble pas complètement libérée.

En France, comme en Communauté française, les rédactions doivent se réappropriier le droit de convoquer les politiques sur les plateaux de télévision pour qu'ils s'expliquent et répondent aux questions des journalistes. Pas seulement quand cela correspond aux plans de communication des politiques, que ceux-ci s'appellent Sarkozy, Di Rupo, Reynders, Milquet ou Javaux. L'autocensure, c'est le début de la fin de la démo-

cratie. Ce n'est pas l'État qui affaiblit directement la liberté de la presse, mais sa mise sous tutelle par les partis ou par les groupes privés.

LE PIÈTRE ÉTAT DES SYNDICATS

Faiblesse du pouvoir syndical ensuite. Le taux de syndicalisation français est estimé à 8 % (entre 55 et 65 % en Belgique, de 70 à 80 % dans les pays scandinaves). Cette faiblesse de la syndicalisation a pour corolaire une législation sur le travail hypertrophiée. La loi et la règlementation ont tendance à se substituer à la négociation entre l'employeur et l'employé, laissant moins de place à l'organisation syndicale pour protéger les travailleurs face à l'arbitraire patronal. La faiblesse des organisations syndicales est aussi un facteur de conservatisme. En l'absence d'interlocuteurs réellement représentatifs, le politique est tenté de procéder par coups de force, ce qui n'est pas un gage de succès dans les réformes ayant trait notamment à la fonction publique. Les pays scandinaves qui disposent de syndicats ultrapuissants (parfois 80 % de syndicalisation) ont ainsi pu négocier des réformes des services publics qui ont quasiment supprimé les différences

de statut entre salariés du privé et fonctionnaires... sans provoquer de crise majeure, ni apparemment de perte de qualité des services publics. Autant dire qu'en Belgique, il est urgent de garder des syndicats très forts, absolument indépendants du politique, mais capables de passer des compromis. Quelle que soit la direction des réformes à entreprendre pour améliorer les services publics.

LA GAUCHE À RÉINVENTER (AIR CONNU)

Faiblesse de l'opposition politique enfin. On ne reviendra pas ici en détail sur les causes de l'échec de Ségolène Royal. À gauche de la gauche, on a beau jeu de dire que le PS a « perdu le contact avec les classes populaires ». En Belgique d'aucuns pensent même que la gauche française devrait s'inspirer du clientélisme du PS francophone belge (rebaptisé « socialisme de proximité ») pour sortir du gouffre. Sans doute ne voient-ils pas bien tous les avantages de services publics efficaces et impartiaux pour les plus défavorisés... Moins ridicules, d'autres constatent que le socialisme français est encore l'otage des trotskistes et qu'il doit d'urgence effectuer son Bad Godesberg, le congrès par lequel les sociaux-démocrates

⁵ *Libération* du vendredi 18 mai 2007.

allemands ont clairement renoncé au marxisme et à l'appropriation collective des moyens de production. Un travail de réconciliation de la gauche avec la mondialisation reste en tout cas à effectuer. À force de vivre l'évolution historique sur le registre de la perte, la gauche française (et avec elle la gauche francophone belge) a en effet fini par se retrouver dans le camp des conservateurs, ce dont Sarkozy a su habilement profiter. Mais plus fondamentalement, Royal n'a pas su incarner comme Sarkozy, cette synthèse contradictoire entre la demande d'insertion dans la société-monde et l'ancrage dans les valeurs nationales. La France n'a pas renoncé à la religion de l'État comme incarnation du politique. La différence entre Sarkozy et Royal, ce pourrait être que le premier a fait semblant d'y croire, tandis que la suivante y croit sans doute encore.

RÉGRESSION COLLECTIVE SUR L'IDENTITÉ, LA NATION ET L'EUROPE

Le succès de Sarkozy s'inscrit aussi dans le cadre d'une réhabilitation idéologique de l'idée de nation. En France, l'échec de la ratification du traité constitutionnel européen s'est fait sur

fond de retour de l'idée de la nation comme une composante de base essentielle à la démocratie, et d'une critique d'un projet européen intégrateur et dépassant les identités nationales. En s'appuyant sur cet arrière-fond complexe (on y trouve les tendances les plus diverses, de la gauche antilibérale jusqu'à l'extrême droite en passant par d'authentiques libéraux démocrates comme Pierre Manent⁶) Nicolas Sarkozy s'est autorisé à flirter avec ce que le nationalisme français a de plus nauséabond⁷. Ne reculant devant rien pour assurer sa victoire, il n'a pas hésité à saper les bases du travail de mémoire sur les aspects les plus sombres de l'attitude de l'État français pendant la Shoah, pourtant l'un des rares acquis historiques de la présidence de Jacques Chirac. Certes les postures honteuses du nouveau président de la République ont permis de capter une part substantielle de voix qui auraient pu aller à Jean-Marie Le Pen. Mais la démagogie sarkozienne qui flatte ce qu'il y a de plus détestable dans le patriotisme français ne peut rien présager de bon. Entre la réhabilitation de la nation, du pouvoir de l'État et la défense de l'identité nationale, il n'y a parfois qu'un

léger glissement à effectuer pour arriver au fantasme d'une France réconciliée avec l'histoire, purifiée de toute mauvaise conscience et de toute tentation cosmopolitique que le projet européen pourrait encore receler.

Vus de Belgique, on en rirait si ces fantasmes n'avaient pas aussi pour résultat de masquer le changement de paradigme que le politique a subi ces dernières décennies, bien au-delà des frontières hexagonales. Il ne trône désormais plus au dessus de la société pour en tirer les fils, mais il est un lieu de croisement de réseaux, de responsabilités, de sélection d'informations, d'impulsion et d'animation de la vie collective. Le drame contemporain du couple infernal médias-politiques, tel qu'il se joue notamment en France, c'est que le récit médiatique se nourrit encore de l'idée que le politique a le pouvoir de changer le monde par décret alors que ce n'est plus le cas. Le monde politique s'y trouve pris au piège d'une double contrainte: il a besoin du mythe pour se faire élire, mais toute son existence est la démonstration de son irréalité.

DÉCHAINER LE POLITIQUE, PAS LE POUVOIR!

Ségolène Royal a tenté, elle aussi, de jouer la ficelle de l'identification de la nation, du pouvoir et du politique, avec des accents plus modernes de démocratie

⁶ Pierre Manent, *La raison des nations*, Gallimard, 2006.

⁷ Voir la brillante analyse de Gérard Miller sur <http://www.dailymotion.com/video/x1vfyt_gerard-miller-analyse-sarkozy+>.

participative (avec son slogan creux, « La France présidente »). Mais elle ne sera pas parvenue à user des séductions du scrutin majoritaire pour fédérer, comme Sarkozy, un ensemble de publics aux intérêts pas du tout convergents. À cet égard, les lendemains de veille risquent d'être difficiles pour la droite française. Comment en effet concilier simultanément les intérêts des classes de revenus supérieures qui bénéficient de la mondialisation, ceux des classes populaires qui sont en demande de plus de protection physique et enfin ceux des classes moyennes qui se sentent de plus en plus fragilisées dans leur statut et leurs revenus? Le défi ne sera pas mince à relever et il faut en effet s'attendre à une recrudescence du « TSS » (« Tout sauf Sarkozy ») qui a échoué avant les élections. L'alliance au centre gauche (du PS à Bayrou, en passant par les Verts) prônée par Daniel Cohn-

Bendit pourrait revenir à l'ordre du jour. Pourquoi pas à l'occasion des quarante ans de Mai 1968...? Ce sera l'année prochaine. Rejouer l'héritage de 68, en France comme en Belgique, ou ailleurs en Europe, ce pourrait être tenter de renouer avec l'idée que le pouvoir n'appartient jamais à personne, une fois pour toutes. Que ce pouvoir soit économique ou étatique. Et surtout qu'il ne faut pas confondre le pouvoir de l'État avec celui du politique... Qu'enchaîner le politique au pouvoir d'un seul homme — fût-ce au nom de la volonté générale — peut être une terrible menace pour la démocratie, surtout quand cette volonté est dominée par les passions tristes, comme l'ennui et la peur... ■